

COMMENT L'EUROPE PEUT ELLE DEVENIR UNE PUISSANCE?

Hubert Vedrine

Comment l'Europe peut elle devenir une puissance?

Il n'y aura d'Europe puissance que si les Européens, surmontant leur fatigue historique, finissent par être convaincus qu'il le faut vraiment. Si l'on présuppose que l'Europe est une entité déjà unifiée et si l'on cède à l'illusion des agrégats statistiques, «l'Europe» peut évidemment devenir une puissance. Il est même étonnant qu'elle ne le soit pas déjà: avec 450 millions d'habitants sur 4 millions de km², son PNB cumulé de 9000 milliards d'euros, des dépenses de défense de 150 milliards d'euros, 45000 diplomates, elle supporte largement sur le papier la comparaison avec Les Etats Unis. Mais, comme chacun le sait, cela ne correspond pas à la réalité. L'Europe est une Union de vingt cinq Etats Nations et il n'est même pas sûr que les Européens dans leur majorité veuillent d'une Europe puissance. Les Français sont en général spontanément favorables à l'Europe puissance. Pour contrebalancer les Etats-Unis ou, pour les plus idéalistes d'entre eux, favoriser le multilatéralisme et réguler la mondialisation. Mais aux yeux de nos partenaires européens l'Europe puissance à la française, c'est l'enrôlement des autres européens au service d'une opposition systématique aux Etats-Unis dont ils ne veulent pas. Les Français ont mis longtemps à se rendre compte de ce décalage. Encore aujourd'hui beaucoup de Français croient naïvement que le vote à la majorité ou un siège unique pour l'Europe au Conseil de Sécurité favoriserait l'émergence d'une Europe puissance! Les divergences entre Européens à ce sujet n'ont jamais été abordées, ni traitées à fond. En plus, comme beaucoup d'Européens convaincus croient que l'Europe puissance peut naître à la longue organiquement d'une sorte de méthode Monnet et s'illusionnent sur la portée de quelques actions extérieures menées en commun, cela ne les incite pas à une clarification qui pourrait être douloureuse. Or je pense que l'idée d'une évolution naturelle vers l'Europe puissance est largement une illusion ou du moins qu'elle ne permettra pas d'aller très loin. La longue pratique de la «coopération politique», puis de la PESC depuis Maastricht, les améliorations institutionnelles introduites dans les Traités successifs, des milliers de réunions européennes et de communiqués, quelques opérations de maintien de la paix menées en bonne intelligence n'ont pas fait disparaître les divergences profondes entre Européens sur le concept même d'Europe puissance ni sur la position de cette éventuelle Europe puissance envers les Etats-Unis. Ces mentalités différentes, sédimentées par l'histoire, sont profondes et résistantes. Cela resurgit à chaque crise sérieuse. Cela a été éclatant depuis 2001 face à la nouvelle politique américaine et en 2003 dans l'affaire irakienne. Les mêmes qui attendaient tout de Maastricht et de la PESC reportent maintenant leurs espoirs sur le Traité constitutionnel et sur la création du «Ministre européen des Affaires étrangères». Ils risquent pour diverses raisons d'être à nouveau déçus, car cela ne suffira pas, même si cela n'est pas négligeable. A mon avis nous continuerons à tourner en rond sur cette question tant que nous n'aurons pas pris le taureau par les cornes. J'entends par là qu'il faudrait renoncer aux facilités de la méthode Coué et ne plus s'auto persuader avec des formules du type: «les opinions publiques sont sur la même ligne car elles ont toutes été contre la guerre en Irak»; «l'Europe puissance avance»; «nous faisons la police en Macédoine»; «le monde multipolaire existe déjà», etc. Et que nous devrions analyser les raisons profondes des réticences de nos partenaires. Quelles sont elles, au-delà d'un énervement épidermique provoqué par la réelle ou supposée prétention française à imposer ses conceptions? - le rejet de l'idée de puissance en soi. Depuis 1945, beaucoup d'Européens, considérant que la volonté de puissance associée au nationalisme a conduit aux guerres mondiales ont développé une vraie phobie de toute puissance et de l'emploi de la force, même légal. D'où les contorsions autour de la gestion civile des crises, et la défausse sur le déclaratoire, l'humanitaire, le goût effréné pour les politiques de sanctions souvent hypocrites, la référence magique au multilatéralisme. - la préférence sociale. Le projet d'Europe puissance est soupçonné de conduire à des dépenses militaires supplémentaires au détriment de dépenses sociales, et du maintien du modèle social européen. Ces deux courants de pensée constituent les fondements d'une sorte d'isolationnisme moraliste européen. S'y ajoutent: - La crainte des atlantistes, déjà mentionnée c'est-à-dire que l'Europe puissance à la française ne soit portée à contester en permanence les Etats-Unis, ce qui est perçu par nos partenaires comme stupide et contre productif. Pourquoi vouloir faire en double ce que les américains font déjà, au risque de créer de la confusion? Pourquoi risquer de diviser l'alliance? Pourquoi être inutilement déclamatoire et toujours hostile? - La crainte égalitariste des petits pays c'est-à-dire que l'Europe puissance ne soit en réalité dirigée par la France et l'Allemagne, ainsi que, peut être par la Grande Bretagne, compte tenu de leurs moyens militaires. D'autre part la Commission et le Parlement n'y sont pas très favorables car il est clair que si cette Europe puissance progresse, ce sera du fait des gouvernements plus que des institutions communautaires. Mon avis est donc que nous n'avons pas le choix: il faut débattre franchement, publiquement et à fond, de ces divergences avec nos partenaires si l'on veut les surmonter et avancer. Cela suppose de notre part, puisque nous sommes les principaux avocats de cette idée, une présentation renouvelée de notre projet et une réponse argumentée à ces craintes, qu'elles nous paraissent fondées ou non. - l'argument principal devrait être que si l'Europe ne se transforme pas en une vraie puissance elle restera ... impuissante et dépendante et finira par ne même plus pouvoir préserver ce à quoi elle tient vraiment, son mode de vie. Bien sûr cet argument ne porte que sur ceux qui sont conscients de ce que le monde est dur, et ne constitue pas une paisible «communauté internationale». Il faut donc aussi éclairer l'opinion sur les relations internationales et renoncer au préchi-précha. Georges Bush devrait nous y aider, involontairement. - Il faudrait ensuite préciser ce que serait la politique de cette puissance «tranquille». Elle ne devrait pas se résumer au respect fétichiste d'un multilatéralisme passif, prétexte à l'inaction. Elle comporterait notamment un engagement actif dans un système multilatéral réformé (ONU, Bretton Woods, OMC, OME à créer) y compris le recours à un devoir d'ingérence humanitaire, à condition que ce soit dans le cadre du Chapitre VII amendé de la Charte des Nations Unies. - Une des priorités de la politique de cette Europe puissance serait de rechercher un partenariat avec les Etats-Unis, non pas en raison des «valeurs communes» toujours mises en avant, et en partie discutables, mais en raison de la convergence globale de nos intérêts stratégiques. Ce projet peut être préparé quelque soit l'attitude, à priori, de l'administration américaine en place. - Quand au mécanisme de décision institutionnel, le cadre général en est fixé par le Traité constitutionnel, s'il est ratifié, par celui de Nice dans le cas contraire. Mais là n'est pas l'essentiel car, le contenant n'est rien sans le contenu: il n'y aura d'Europe puissance que si les Européens, surmontant leur fatigue historique, finissent par être convaincus qu'il le faut vraiment. Ce qui n'est pas encore le cas. Les en persuader, sans pour autant leur asséner une balourde propagande pro-européenne sans effet, sera la grande affaire des prochaines années. * Enfin, n'idéalisons pas la suite. L'Europe puissance, si elle s'affirme, ne donnera pas naissance automatiquement à un monde multipolaire et celui-ci ne serait pas nécessairement pacifique, coopératif et stable. Il y aura toujours dans cette hypothèse à gérer les relations changeantes et contrastées avec les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, le monde arabe, etc ... et les innombrables acteurs publics ou autres du jeu international. Le monde est rempli de bombes à retardement politiques. Il faudra également trouver une articulation entre ces grands pôles et le système multilatéral réformé. Mais avec l'Europe puissance, nous disposerions au moins d'un meilleur levier pour peser sur les affaires du monde, surtout si nous arrivions à convaincre les Américains d'accepter un partenariat. Hubert Védrine



Homepage > Publications > Comment l'Europe peut elle devenir une puissance?



01/12/2004